

Cote du document: EB 2021/134/R.61
Point de l'ordre du jour: 25 b)
Date: 26 novembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport sur la visite de pays effectuée en 2021 par le Conseil d'administration du FIDA en République arabe d'Égypte

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Participants à la visite de pays du Conseil d'administration organisée par

M. Yaya O. Olaniran

Ministre

Représentant permanent de la
République fédérale du Nigéria
auprès des organismes des Nations Unies
chargés des questions d'alimentation et d'agriculture
à Rome

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe

Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-quatrième session
Rome, 13-16 décembre 2021

Pour: **Information**

Rapport sur la visite de pays effectuée en 2021 par le Conseil d'administration du FIDA en République arabe d'Égypte

1. **Contexte et présentation générale de la visite.** L'Égypte consacre d'importants investissements à la préservation et à la création de nouvelles terres arables, et aux infrastructures nécessaires à sa population de 100 millions d'habitants, qui augmente rapidement (+2,6 millions par an) et qui est concentrée sur une étroite bande le long de la vallée du Nil. Les Égyptiens occupent 6% des terres, dont seulement 3% sont arables. En outre, le pays se heurte à des difficultés croissantes en raison des changements climatiques. La disponibilité de l'eau et la sécurité alimentaire sont donc des questions stratégiques. L'augmentation de la productivité, l'innovation technologique (comme le passage au numérique), les exportations et la substitution des importations sont des objectifs stratégiques de premier plan (notamment dans le contexte de la COVID-19). Il est donc important de prendre des décisions fondées sur des données probantes et sur les résultats dans le secteur de l'agriculture. L'amélioration de la gouvernance et de la transparence, la mise en place d'un environnement qui favorise l'activité économique, et le renforcement de la collaboration avec les investisseurs du secteur privé dans le but de créer des emplois et d'améliorer les revenus et les perspectives d'une population jeune en pleine expansion (compte tenu du rôle assez important de l'État dans l'économie) restent des priorités. L'inclusion sociale et les filets de sécurité sociale ont été renforcés pour améliorer la résilience, tandis que la dette publique et la situation macroéconomique ont été maîtrisées malgré la COVID-19.
2. Le FIDA est l'un des partenaires de développement qui contribuent le plus au secteur agricole en Égypte; le pays représente le plus grand portefeuille d'investissements de la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (NEN). Le Fonds compte actuellement trois projets en cours dans son portefeuille d'opérations, pour un montant total de 285 millions d'USD, et coopère avec plusieurs partenaires de développement. L'actuel programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), qui couvre la période 2019-2024, cible notamment:
 - a) l'amélioration des moyens d'existence des hommes et des femmes en milieu rural grâce à l'accroissement de la productivité et de la rentabilité de l'agriculture (productivité de l'eau, de la main-d'œuvre et des terres, meilleur accès aux marchés, renforcement de l'inclusion financière des ménages ruraux pauvres, renforcement et autonomisation des institutions communautaires);
 - b) l'élaboration de mesures renforcées à l'appui d'une transformation durable et inclusive du monde rural (prise en compte de la valeur économique des ressources en terre et en eau dans les décisions en matière de politiques et d'investissement; prévention ou inversion du processus de dégradation des terres provoqué par les changements climatiques par le biais d'un renforcement des capacités, de l'élaboration de procédures normalisées et de la réalisation d'investissements appropriés; renforcement des politiques en faveur de la participation des femmes et des jeunes à l'économie rurale).
3. **Déroulement de la visite.** Dans le cadre des visites de pays annuelles du Conseil d'administration, une délégation du Conseil d'administration du FIDA (constituée de représentants au Conseil d'administration de l'Allemagne, de l'Argentine, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la France et du Nigéria) conduite par leur porte-parole, Son Excellence Yaya O. Olaniran, représentant permanent de la République fédérale du Nigéria auprès des organismes des Nations Unies s'occupant

d'alimentation et d'agriculture, s'est rendue en République arabe d'Égypte du 23 au 30 octobre. Les membres du Conseil d'administration étaient notamment accompagnés du Vice-Président adjoint responsable du Département de la gestion des programmes; du Chef de Cabinet et Directeur du Bureau de la Présidence et de la Vice-Présidence; du Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), de la Directrice régionale de NEN, du Secrétaire du FIDA et de son personnel; du directeur de pays et chef par intérim du bureau multipays du Caire.

4. Les objectifs de la visite étaient les suivants:
 - évaluer les activités sur le terrain et rencontrer des bénéficiaires, des responsables gouvernementaux et des partenaires;
 - promouvoir le dialogue avec les responsables des administrations nationale et locales concernant le rôle du FIDA en Égypte;
 - mieux comprendre les politiques publiques menées en matière d'infrastructures communautaires, de gestion de l'eau, de microfinance et de technologies agricoles afin de promouvoir le développement rural;
 - mieux comprendre les enseignements tirés de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) menée en 2017 par IOE;
 - donner aux représentants au Conseil d'administration une vision plus globale de la situation du pays et des défis auxquels est confronté le FIDA dans le cadre de ses opérations;
 - donner aux représentants la possibilité de fournir à leurs collègues du Conseil des avis éclairés sur les questions stratégiques et opérationnelles pour renforcer leur rôle stratégique et de surveillance, qui est crucial.
5. La visite comprenait des réunions de haut niveau avec des représentants des pouvoirs publics, des visites sur le terrain dans les « nouvelles terres » (terres récupérées dans le désert) du delta du Nil, des débats et des présentations en compagnie de la Coordinatrice résidente des Nations Unies et de l'équipe du bureau multipays du Caire, ainsi que des échanges avec d'autres partenaires de développement. Les représentants au Conseil d'administration ont notamment rencontré le Premier Ministre, le Ministre de l'agriculture et de la bonification des terres et son Vice-Ministre, la Ministre de la coopération internationale, le Ministre adjoint aux affaires étrangères chargé des affaires multilatérales et de la sécurité internationale et le Ministre adjoint des affaires étrangères pour les organismes internationaux spécialisés.
6. Après une séance d'information organisée en début de visite par le Directeur d'IOE et l'équipe de pays en Égypte, la délégation a eu l'occasion d'examiner l'ESPP de 2017, qui couvrait la période 2005-2016, les recommandations de l'ESPP et la mise en œuvre de ces recommandations, ainsi que le COSOP existant (2019-2024). Le Directeur d'IOE a souligné que l'évaluation de la stratégie précédente indiquait une cohérence partielle et sélective avec les politiques publiques, et que la diversité régionale, la sécurité alimentaire et l'égalité femmes-hommes n'avaient pas été expressément abordées au moment de l'évaluation. Il a également noté qu'aucune attention particulière n'était encore portée aux nouvelles terres dans le COSOP. Dans son évaluation, IOE a conclu que l'action en faveur de l'exploitation durable des ressources, de la création d'emplois pérennes, de la gouvernance participative et de l'égalité femmes-hommes en faveur des populations pauvres était limitée, en partie à cause du manque de données, ce qui signifie que des efforts supplémentaires doivent être déployés pour renforcer les capacités de suivi-évaluation. Toutefois, la stratégie

actuelle a permis de combler bon nombre de ces lacunes, notamment en ce qui concerne les besoins et les déficits de financement du Gouvernement, en particulier dans les nouvelles terres.

7. La délégation a ensuite rencontré le Ministre de l'agriculture et de la bonification des terres pour un échange portant sur la collaboration entre l'Égypte et le FIDA et les impressions et attentes du Gouvernement. Du lundi 25 octobre au mercredi 27 octobre, la délégation a découvert des projets en cours ou clôturés à Noubaria Ouest, à Kafr El Sheikh et à Sadat City. Parmi ceux-ci, l'ancien Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest, le Projet en faveur d'investissements et de moyens de subsistance durables dans le secteur agricole et le Projet d'augmentation des revenus ruraux par l'amélioration des marchés (PRIME). Ces projets portaient sur l'élevage de bétail, l'insémination artificielle, diverses activités agricoles génératrices de revenus (dont les applications numériques, le biogaz et les jardins potagers) dans la production et la commercialisation de produits agricoles et la création de revenus, l'irrigation et les infrastructures économiques et sociales dédiées à l'agriculture dans un environnement aride ou désertique (y compris l'irrigation au goutte-à-goutte, les canaux d'irrigation et leur entretien), la finance rurale, le renforcement des associations paysannes, et notamment des associations de jeunes et de femmes, et l'inclusion des petits exploitants dans la production agricole destinée aux marchés d'exportation. La durabilité des projets portant sur le centre d'insémination artificielle et sur les activités d'élevage de bétail a suscité un intérêt particulier, car ils remontent aux années 1990. Compte tenu du contexte spécifique (récupération de terres dans le désert, octroi de terres aux agriculteurs), les changements climatiques, l'adaptation à ces derniers et l'atténuation de leurs effets ont également joué un rôle majeur dans les interventions. De retour au Caire, la délégation a rencontré des fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères, ainsi que la Ministre de la coopération internationale, le Ministre de l'agriculture et de la bonification des terres et le Premier Ministre pour leur transmettre ses impressions. Elle s'est également rendue dans le bureau multipays du Caire pour dialoguer avec le personnel et la coordonnatrice résidente des Nations Unies. Finalement, elle a eu l'occasion de s'entretenir avec d'autres partenaires de développement lors d'une réception organisée par le bureau multipays.

Aperçu général de la mise en œuvre des projets et des programmes et contacts avec les bénéficiaires

8. **Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest (WNRDP) (clôturé):** élevage et production laitière à Al Noubaria (village d'Al Israa) et centre d'insémination artificielle à Al Amreya. La station d'élevage et de production laitière fournit des services de vulgarisation et des services techniques aux petits exploitants et aux petits éleveurs (dans un centre de formation), et accueille plus de 1 300 bovins pour une production totale d'environ 40 000 litres de lait, ce qui est suffisant pour assurer son fonctionnement (notamment grâce à la production de produits laitiers transformés comme la *mozzarella di bufala*¹ destinés à la vente directe sur les marchés). La délégation a été impressionnée par la pérennisation du projet des années après sa clôture grâce au Ministère de l'agriculture, et par la multiplication par 50 des revenus de certains agriculteurs. Le centre d'insémination artificielle répond aux besoins d'approvisionnement d'une grande partie du pays et prévoit de se développer davantage. Il joue un rôle important dans l'amélioration des capacités de production et de reproduction du cheptel bovin (services d'amélioration génétique), ce qui profite aux bénéficiaires. Le centre propose également des formations aux jeunes diplômés en développement rural. Compte tenu de l'espace agricole restreint consacré

¹ Dans le cadre du WNRDP, une formation a été dispensée par des experts italiens dans le cadre du programme italien de conversion de la dette.

au bétail en Égypte, il se concentre sur l'augmentation de la productivité et l'engraissement du bétail, et accorde moins d'importance à la valorisation des croisements visant à améliorer l'adaptation aux conditions. Après la clôture du WNRDP, le Projet en faveur d'investissements et de moyens de subsistance durables dans le secteur agricole a continué à appuyer le centre, bien que le Ministère de l'agriculture ait semblé être pleinement capable d'en assurer la gestion. Le rôle des femmes dans le WNRDP a semblé plus flou, ce qui peut être lié au fait que la délégation n'a pas visité les villages.

9. **Visite sur le terrain dans les villages d'Ibrahim el Dessouky et d'Al-Said Al-Badawy, à Kafr El Sheikh.** En début de visite, des bénéficiaires ont présenté leurs projets, leurs produits et leurs innovations dans un cadre similaire à celui d'une foire. Cette présentation a permis de souligner l'introduction de nouvelles cultures et l'organisation de formations. Afin d'être utile, le matériel pédagogique a été conçu de manière à simplifier les données scientifiques pour les petits exploitants. Il s'est révélé important d'aider les associations paysannes dans le domaine de la commercialisation et d'élaborer des études de marché sur les cultures. Des solutions numériques sont testées. Comme dans le cas du WNRDP, l'augmentation des revenus des agriculteurs enregistrée grâce à certains projets est impressionnante. Parmi les autres projets visités, on compte une station météorologique agricole (qui envoie des informations par SMS aux agriculteurs), une ferme d'aquaponie, des serres, un jardin potager, une unité de production de biogaz (qui fournit également des engrais biologiques) et une clinique vétérinaire. On peut également citer diverses activités destinées aux femmes (notamment dans le domaine de la couture et de la fabrication de vêtements) et des travaux de drainage des terres agricoles effectués par des associations d'usagers de l'eau face à la salinité croissante de l'eau. Par rapport au WNRDP, une évolution positive est à souligner concernant le rôle des femmes, bien plus visible de manière générale. Toutefois, les écarts persistent; par exemple, seuls 15% des prêts ont été accordés à des femmes. La coopération mise en place avec l'Agence allemande de coopération internationale et d'autres partenaires de développement a permis d'acquérir un savoir-faire et des ressources dans ce domaine.
10. Une visite de terrain a eu lieu dans le gouvernorat de Beheira pour découvrir les activités d'une entreprise agro-alimentaire bénéficiaire, Belco Company, dans le cadre du PRIME. L'entreprise, qui travaille sur des terres récupérées dans le désert, fournit des fruits et des légumes aux marchés internationaux (pour des supermarchés reconnus comme Tesco au Royaume-Uni, par exemple) et au marché local. Elle a aussi bénéficié de plusieurs crédits. Belco collabore avec le PRIME pour inclure des petits exploitants agricoles dans la chaîne d'approvisionnement afin de faire face à une demande croissante, et les soutient en leur fournissant des intrants et en les formant pour qu'ils puissent répondre aux exigences élevées des normes internationales, ce qu'ils ne sont généralement pas en mesure de faire seuls. Ces petits exploitants peuvent ainsi améliorer considérablement leur productivité et leurs revenus. Les revenus générés par la hausse des exportations de fruits dans des pays à devise forte sont importants pour l'Égypte, car le pays continue de dépendre des importations de denrées alimentaires (notamment de céréales) en raison des contraintes naturelles et des préférences de la population. Belco a rencontré certains problèmes dans son partenariat avec les petits exploitants, notamment concernant le respect des exigences du marché international (y compris pour l'utilisation de pesticides) et la nécessité de faire évoluer la mentalité des agriculteurs vers une production axée sur l'exportation. Le nombre de petits exploitants et d'associations les rassemblant est en constante augmentation, mais les activités de l'entreprise sont limitées en raison des contrôles rigoureux à effectuer pour pouvoir exporter. Les échanges ont fait apparaître que l'octroi de crédits avait eu une incidence positive dans un premier temps, mais

que le fait que le crédit provienne du FIDA ou d'un autre prestataire ne ferait pas une grande différence à l'avenir, car l'entreprise semblait déjà convaincue de l'intérêt d'intégrer des petits exploitants. Le nombre d'associations paysannes engagées dans le marché d'exportation est encore faible.

11. Les réunions organisées avec M^{me} Elena Panova, coordonnatrice résidente, et avec le personnel du bureau multipays ont permis de confirmer que les équipes interdépartementales de NEN et du bureau multipays étaient performantes et travaillaient dans un esprit de collaboration, bien qu'un certain nombre de postes restent vacants. La direction devrait donner suite aux déclarations selon lesquelles les procédures et les démarches administratives deviennent trop complexes à suivre pour le personnel. Les membres du personnel ont également souligné la multitude de directives à suivre dans le cadre des objectifs de développement durable, du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ou de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
12. **Débats stratégiques avec le Gouvernement.** La délégation a été impressionnée par la volonté du Gouvernement de pérenniser et de reproduire à plus grande échelle les enseignements tirés de la coopération avec le FIDA lors des opérations conjointes et des projets déjà clôturés. L'appropriation qui a pu être constatée au cours de la visite a mis en évidence la nécessité pour les autorités de reproduire activement les opérations à plus grande échelle. Le FIDA devrait appuyer le Gouvernement dans cette démarche dans la mesure du possible, y compris dans sa réflexion sur la possibilité et la manière de tirer parti de son expérience pour d'éventuels projets de coopération trilatérale.
13. La délégation a constaté un état d'esprit similaire concernant l'optimisation des effets sur les bénéficiaires les plus pauvres et l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales. Le Gouvernement a clairement indiqué que l'agriculture était en tête de ses trois secteurs prioritaires. La contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire, à l'économie (en matière de PIB, d'emploi et de revenus d'exportation) et au développement est considérée comme cruciale et constitue une question de sécurité nationale. Les infrastructures d'irrigation, les économies d'eau et l'amélioration de la productivité des terres restent des priorités. La délégation a donc souligné auprès du Premier Ministre le rôle important du FIDA pour soutenir les efforts du Gouvernement visant à transformer l'agriculture en un secteur hautement productif et compétitif, mais géré de manière durable, avec des effets positifs manifestes sur la vie des femmes et des jeunes et capable de contribuer à la croissance économique nationale, à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois. La nouvelle stratégie du Gouvernement (Vision pour l'Égypte à l'horizon 2030) et l'initiative présidentielle pour une vie décente ont de nombreux points communs avec l'action du FIDA dans le pays. Le Gouvernement a également souligné que des efforts supplémentaires étaient nécessaires en matière de productivité, de résilience et d'autonomisation des femmes. Sur la base de l'évolution progressive des projets, la délégation salue la proposition d'atelier conjoint sur la coopération stratégique entre l'Égypte et le FIDA (également dans la perspective de l'examen du COSOP 2019-2024).
14. Compte tenu des investissements considérables du Gouvernement en matière d'infrastructures dans les nouvelles terres, et des limites (financières) du FIDA à cet égard, les discussions concernant le nouveau COSOP devraient également délimiter la valeur ajoutée du FIDA et les attentes du Gouvernement à cet égard, par exemple en ce qui concerne les infrastructures d'irrigation. Les groupes d'utilisateurs et de producteurs doivent être renforcés, ce qui demande du temps. Les normes, l'expérience, les connaissances et les enseignements tirés sont aussi importants que les infrastructures.

15. La délégation a également estimé que si les infrastructures, les améliorations techniques et les innovations étaient essentielles, l'approche choisie pour renforcer la confiance l'était tout autant. Cela est particulièrement vrai pour les femmes, qui peuvent désormais gagner de l'argent, obtenir des crédits et innover, et qui inculquent des valeurs de dignité et de bien-être à la génération suivante afin de lutter contre les barrières culturelles. Les femmes étant l'un des piliers de l'économie rurale et de la stabilité, les stratégies liées à un meilleur accès des femmes à la propriété foncière (dont le taux reste très faible) et à une augmentation des possibilités d'emploi pour ces dernières gagnent en importance, et sont essentielles pour mettre en œuvre les changements nécessaires.
16. **Questions/observations.** Quelles sont les autres possibilités de tirer un meilleur parti des banques étatiques et non étatiques existantes afin d'accroître les prêts octroyés aux petits exploitants si la liquidité des banques n'est pas le principal problème? Les progrès en matière de transformation des rapports femmes-hommes seront essentiels pour le développement futur. Grâce à ses solides résultats et à ses instruments, ainsi qu'à la volonté du Gouvernement de travailler sur la base d'un partenariat fiable et responsable, le FIDA devrait être en mesure de répondre à la demande du Gouvernement et des bénéficiaires (et éventuellement de collaborer avec d'autres partenaires).
17. La délégation a estimé que la création des nouvelles terres et l'installation de populations sur celles-ci présentaient à la fois des possibilités et des défis particuliers. Les petits exploitants ont de meilleures chances de posséder des terres, d'échapper à des parcelles toujours plus petites et moins productives et d'améliorer leurs revenus. Les défis à relever portent notamment sur la disponibilité et la durabilité des réserves d'eau, la mise en place d'une tarification favorisant la durabilité, le choix des critères, le processus et la mise en œuvre de la répartition des terres (en particulier pour les jeunes et les femmes), et les services fournis aux nouveaux petits exploitants, y compris aux femmes et aux jeunes. La délégation recommande d'aborder la collaboration future sur le développement des nouvelles terres dans le cadre de l'examen du COSOP, en accordant une attention particulière à la répartition des terres et aux questions liées à l'environnement et aux changements climatiques (y compris l'eau). Les enseignements tirés devraient servir de base aux débats stratégiques avec le Gouvernement, les bénéficiaires et les parties prenantes dans le cadre de l'examen prévu. La question de la concentration géographique devrait également être abordée. Que peut faire le FIDA pour régler dès maintenant certains problèmes sensibles par le biais de conseils stratégiques et de travaux d'analyse?
18. La délégation est optimiste quant au rôle de l'Égypte dans l'organisation de la COP 27. Cet événement pourrait être une excellente occasion d'aborder les questions liées à l'environnement et aux changements climatiques, de déterminer les bonnes pratiques et de mettre au point de nouvelles approches. Afin de favoriser des exportations durables et croissantes et une meilleure nutrition en Égypte, de nombreux éléments entrent en ligne de compte: la recherche d'approches durables et agroécologiques et de solutions aux problèmes de certification, le suivi des difficultés rencontrées par les petits exploitants, la prise en compte de la biodiversité, de la fertilité des sols et des pratiques d'utilisation des pesticides et autres intrants, ainsi que la mise en lumière de la question de l'eau dans la perspective de la Conférence des Parties. Cependant, des intérêts contradictoires peuvent entraver ce processus (productivité et production élevées d'un côté, résultats durables de l'autre; choix à faire entre une substitution des importations et des coûts économiques et environnementaux qui sont potentiellement plus élevés).

19. La délégation a abordé les difficultés et les risques (financiers) engendrés par la lenteur des procédures d'élaboration et de ratification en Égypte (par exemple, en ce qui concerne le processus de ratification parlementaire ou le comité de gestion de la dette). Cette situation a déjà provoqué des difficultés dans le cadre du Projet de transformation durable pour la résilience agricole en Haute-Égypte, qui a dû être prolongé de six mois par dérogation afin que le Gouvernement signe l'accord de financement. La délégation recommande que la haute direction effectue un suivi rapide de ce projet auprès des autorités égyptiennes, et s'entretienne de manière continue avec le Gouvernement et les autres partenaires de développement concernés pour améliorer cette situation (récurrente).
20. **Questions/observations.** L'exploitation et l'entretien requièrent l'attention de tous les acteurs. Il sera très important de renforcer les groupes communautaires pour leur donner plus de responsabilités dans ce domaine. Que peut faire le FIDA pour renforcer les associations et les groupes locaux, y compris les coopératives?
21. Le Fonds devrait continuer à soutenir l'innovation en faveur des petits exploitants ruraux. Les projets visités (qui recouvrent divers domaines comme l'aquaponie et l'hydroponie, le commerce électronique, le biogaz, la finance rurale) peuvent améliorer de manière significative les moyens d'existence des populations rurales, même s'il existe un risque éventuel d'échec.
22. La délégation a mis en avant des éléments de la nouvelle politique de reclassement et du nouveau cadre de financement (par exemple, le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées, les opérations avec le secteur privé et les opérations non souveraines), qui offriraient de nouvelles perspectives à l'Égypte, mais qui pourraient également affecter le coût des prêts. La délégation a demandé à s'entretenir avec les équipes du FIDA au Caire et à Rome, mais a souligné qu'une réponse rapide serait vivement appréciée. Le Gouvernement a manifesté son désir de recourir davantage à la participation du secteur privé pour le financement, notamment avec l'aide du FIDA. Il sera important pour le FIDA et le Gouvernement de déterminer si le type de financement futur fournit l'effet de levier nécessaire au niveau local, où il est particulièrement nécessaire. Pour les activités qui impliquent généralement des financements sous forme de dons (par exemple, le renforcement des capacités des groupes d'utilisateurs et de producteurs, la formation des petits exploitants), il convient d'explorer les possibilités de coopération avec d'autres partenaires de développement.
23. S'agissant de la concertation sur les politiques, bien que le FIDA travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement, la délégation a estimé qu'il devait s'engager davantage avec les autres partenaires de développement et mieux faire connaître ses réussites et ses conseils en matière d'élaboration des politiques, car il est probablement le principal partenaire du pays en ce qui concerne l'agriculture et le développement rural. De plus, il est nécessaire de remédier au manque de moyens du bureau multipays (en pourvoyant les postes vacants). La délégation a été avisée que cette situation est en passe d'être résolue (le nombre d'employés du bureau multipays étant passé de 18 à 23 personnes).
24. **Opportunités, défis et recommandations.** Après s'être rendue sur les sites des projets et s'être entretenue avec le Gouvernement et des bénéficiaires, la délégation est confortée dans l'idée que la collaboration entre le FIDA et le Gouvernement est solide, et que ce dernier considère le FIDA comme un partenaire stratégique et privilégié à long terme dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural. Cette visite a permis à la délégation de mieux apprécier et de comprendre les défis, les perspectives et les orientations stratégiques en matière de sécurité alimentaire et

de développement de l'agriculture paysanne en Égypte, y compris en ce qui concerne la création des nouvelles terres. Parmi les différents acteurs du système des Nations Unies, le Gouvernement reconnaît la valeur du FIDA, qui obtient des résultats concrets tout en se concentrant sur les priorités stratégiques du Gouvernement et en les mettant en relation avec les objectifs de développement durable. Le suivi de la mise en œuvre des décisions issues du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, auquel le Gouvernement attache un intérêt particulier, représente une occasion pour le FIDA et les autres organismes ayant leur siège à Rome, et pour le système des Nations Unies dans son ensemble, de mobiliser d'autres acteurs (comme les institutions financières internationales) et de définir une approche coordonnée sur la base de consultations dans le pays avec les parties prenantes, en prenant en compte les avantages comparatifs de chaque organisme. La délégation se réjouit que le Gouvernement ait appelé les organismes des Nations Unies à agir de concert et à améliorer la coordination et la collaboration (26 organismes des Nations Unies sont actuellement présents en Égypte et 18 bureaux régionaux et de pays y sont établis), un défi que le Gouvernement devra lui-même relever dans les zones rurales où interviennent de nombreux ministères.

Vue d'ensemble des visites sur le terrain

25. **Remerciements.** La délégation souhaite exprimer sa gratitude au Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres, au Ministère de la coopération internationale et au Gouvernement égyptien pour leur grande hospitalité et leur soutien à la mission. À l'occasion de sa rencontre avec le Premier Ministre, le porte-parole a également salué le soutien solide et constant du Gouvernement durant les reconstitutions des ressources du FIDA depuis 1977, non seulement en tant que contributeur, mais aussi en tant que partie prenante lors des débats stratégiques relatifs à la reconstitution et au sein du Conseil. L'Égypte a également été l'un des premiers pays à annoncer sa contribution lors de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources de juin 2020. La délégation souhaite également exprimer sa plus grande gratitude à la Directrice régionale de NEN, ainsi qu'au chargé d'appui au programme de pays et à son équipe pour leur excellent travail qui a rendu cette mission possible et contribué à son succès. Leurs conseils et les échanges qui ont eu lieu pendant le voyage ont été très appréciés. La délégation fait également part de sa vive gratitude au Vice-Ministre de l'agriculture, qui a accueilli et pris congé de la mission à l'aéroport. Il a bloqué son calendrier pour la visite et a accompagné la mission sur le terrain et à la plupart des réunions, a toujours été disposé à répondre aux questions et à détailler la démarche du Ministère et les mesures engagées, et a fait preuve d'une grande compréhension et d'une grande perspicacité sur tous les sujets abordés.